

Fiche ressource **—  
Au regard de la constitution belge et de la charte des droits fondamentaux de l’union européenne**

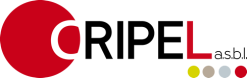


Table des matières

[La Belgique 4](#_Toc463445309)

[La structure du pays 5](#_Toc463445310)

[Un État fédéral 5](#_Toc463445311)

[Les Régions 10](#_Toc463445312)

[Les Communautés 11](#_Toc463445313)

[Les provinces 12](#_Toc463445314)

[Les communes 13](#_Toc463445315)

[Les élections 13](#_Toc463445316)

[Les éléments fondamentaux du système électoral belge 14](#_Toc463445317)

[Aperçu des élections en Belgique 14](#_Toc463445318)

[Un peu d’histoire 14](#_Toc463445319)

[Textes fondateurs et législatifs 15](#_Toc463445320)

[La constitution Belge 16](#_Toc463445321)

[La charte des droits fondamentaux de l'union européenne 16](#_Toc463445322)

[Le Moniteur belge 16](#_Toc463445323)

[Textes de lois 16](#_Toc463445324)

[La séparation des pouvoirs 17](#_Toc463445325)

[Le pouvoir législatif 17](#_Toc463445326)

[Le pouvoir exécutif 18](#_Toc463445327)

[Le pouvoir judiciaire 18](#_Toc463445328)

[Les partis politiques 21](#_Toc463445329)

[Neutralité de l’État 22](#_Toc463445330)

[Solidarité et Sécurité sociale 23](#_Toc463445331)

[Principe d’égalité et libertés individuelles 24](#_Toc463445332)

[Droit à l’aide sociale et à l’aide juridique 25](#_Toc463445333)

[Aide sociale 25](#_Toc463445334)

[Aide juridique 26](#_Toc463445335)

[Organisation de la Justice 28](#_Toc463445336)

[Les sources du droit 28](#_Toc463445337)

[Droit civil/Droit pénal 28](#_Toc463445338)

[Division géographique 28](#_Toc463445339)

[Compétences des tribunaux 29](#_Toc463445340)

[Acteurs et termes de la justice 30](#_Toc463445341)

[Liberté de la presse 31](#_Toc463445342)

[Liberté d’expression 32](#_Toc463445343)

[Liberté de circulation 32](#_Toc463445344)

[Liberté de réunion et d’association 33](#_Toc463445345)

[Liberté de réunion 34](#_Toc463445346)

[Liberté d’association 34](#_Toc463445347)

[Liens utiles 35](#_Toc463445348)

# La Belgique[[1]](#footnote-1)

La Belgique est un **État de droit démocratique** qui garantit à chacun le respect des droits de l’Homme et du citoyen.

**État de droit :** Cela veut dire que l’État garantit le respect du droit. L’État ne peut agir que si la Constitution ou la loi l’y autorise. L’État est organisé selon le principe de la séparation des pouvoirs. De plus, la Belgique est un État neutre, c’est-à-dire un État dans lequel l’autorité publique est séparée des autorités religieuses.

**Démocratique :** Depuis sa création en 1831, la Belgique est une monarchie constitutionnelle et parlementaire dont le Roi actuel est Philippe de Belgique, septième Roi des Belges, depuis le 21 juillet 2013. Le pouvoir est partagé entre le Roi et les assemblées parlementaires. La Belgique fonctionne sur le principe de la démocratie représentative c’est-à-dire que le peuple élit des représentants qui exercent le pouvoir à sa place. L'organisation d'élections sur une base régulière permet aux citoyens belges de contrôler leurs élus. Le droit de vote est universel et obligatoire. En Belgique, les représentants élus par le peuple sont rassemblés dans un certain nombre de partis politiques. Mais la démocratie repose aussi sur la participation active des citoyens à la vie publique sous toutes ses formes : les institutions politiques et les institutions judiciaires, la concertation sociale, la presse, la vie associative et la participation à la vie locale.

**Droits de l’homme :** Parmi ces droits, il y a par exemple le droit à la vie, l’interdiction de la torture, l’interdiction de l’esclavage et du travail forcé. Ces droits sont absolus (l’État ne peut pas y toucher). Cf. autres chapitres.

La population belge est répartie comme suit :

* 1,1 million d'habitants vivent en région bruxelloise (9,74 %) ;
* 6,1 millions en région flamande (57,80 %) ;
* et 3,4 millions en région wallonne (32,46 %).

La Belgique a trois langues officielles :

* L'allemand ;
* le français ;
* le néerlandais.

## La structure du pays

La Belgique est un petit pays complexe. La Belgique est aujourd’hui un État fédéral, c’est-à-dire un État où le pouvoir est divisé en plusieurs niveaux.

Elle est membre de l’Union européenne, les principes fondamentaux du pays se retrouvent à la fois dans la Constitution belge et dans la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l’homme (CEDH) datant de 1950 (réactualisée en quelque sorte au sein de la Charte des Droits fondamentaux de l’UE, 2000).

### Un État fédéral



La Constitution décrit l’État belge de la façon suivante : « La Belgique est un État fédéral qui se compose des Communautés et des Régions ». La Belgique est fédéralisée depuis 1993, les Communautés et les Régions sont ses entités fédérées.

Les réalités linguistiques ont fait qu’elle est devenue un État fédéral composé de Communautés (1970) et de Régions (1980 et 1988) qui se partagent avec l’État fédéral des compétences distinctes. Le pouvoir fédéral est entre les mains du Premier ministre et de son gouvernement.

Le fédéralisme belge est bâti sur le concept d’équipollence des normes, c’est-à-dire que le niveau de pouvoir fédéral n'a aucune préséance par rapport aux entités fédérées. Un décret voté au Parlement wallon ne peut ainsi pas être contredit par une loi belge. De plus, comme les entités fédérées ont, pour l’essentiel, des compétences exclusives (y compris sur la scène internationale), une même compétence ne peut pas être détenue à la fois par les entités fédérées et par l'État belge.

#### Les compétences des autorités fédérales

L’État fédéral régit des matières telles que la justice, l'armée, la police fédérale, la sécurité sociale et les grandes lois de protection sociale (comme par exemple pensions et assurance maladie-invalidité), la dette publique, la politique monétaire, la politique des prix et des revenus, la protection de l'épargne, le nucléaire, les entreprises publiques telles que la Société nationale des Chemins de fer belges, Bpost (auparavant La Poste), les établissements culturels et scientifiques fédéraux etc.

C'est aussi l'autorité fédérale qui assume toutes les responsabilités de la Belgique et de ses entités fédérées à l'égard de l'Union européenne ou de l'OTAN.

L'autorité fédérale est également compétente pour tout ce qui n'est pas expressément de la compétence des communautés et des régions.

Les compétences communautaires et régionales ont des contours complexes, émaillés d'exceptions et de restrictions. Ainsi, les communautés ont, par exemple, dans leurs attributions l'enseignement, mais les conditions minimales de délivrance des diplômes demeurent du ressort de l'autorité fédérale, tout comme l'obligation scolaire et le régime de retraite. Cf. points [B. Les Régions](#_Les_Régions) et [C. Les Communautés](#_Les_Communautés) plus loin.

En 2014, la sixième réforme de l’État a donné lieu au transfert complet ou partiel de toute une série de compétences du niveau fédéral vers les communautés ou les régions :

|  |  |
| --- | --- |
| Nouvelles compétences communautaires | Nouvelles compétences régionales |
| Politique en matière d’autorisations concernant les implantations commerciales / Comité socio-économique national pour la Distribution | Homogénéisation de la politique des hôpitaux |
| Maisons de justice et services externes | Homogénéisation de la politique des personnes âgées et des soins « long care » |
| Centre national de surveillance électronique | Homogénéisation de la politique de prévention (tabagisme, dépendance aux drogues, actions santé environnementale, plan d’alimentation et de santé) |
| Droit sanctionnel des jeunes | Organisation des soins de santé de première ligne (services intégrés soins à domicile, cercles de médecins généralistes, subventions, commissions médicales provinciales, réseaux palliatifs) |
| Fonds de l’expérience professionnelle | Modalités de contingentement des métiers de la santé : sous-quota |
| Bien-être animal | Contrôle technique des véhicules |
| Transit des déchets | Code de la route |
| Agrément des professions des soins de santé | Fixation des normes de l’infrastructure routière |
| Activation des allocations de chômage | Navigation intérieure |
| Titres-services | Allocation d’aide aux personnes âgées |
| Fonds de formation titres-services | Accompagnement des bénéficiaires du revenu d’intégration sur le marché du travail |
| Agences locales pour l’emploi | Fonds d’Intégration européen |
| Congé-éducation payé | Économie sociale |
| Outplacement | Politique des grandes villes |
| Apprentissage industriel | Pôles d’attraction interuniversitaires |
| Conventions de premier emploi – Projets globaux | Fonds des calamités |
| Interruption de carrière | Bureau d’Intervention et de Restitution belge (BIRB) |
| Contractuels subventionnés | Institut belge pour la Sécurité routière (IBSR) |
| Comités d’acquisition | Fonds d’Équipements et de Services collectifs (FESC) (section de l’Office national d’allocations familiales pour travailleurs salariés – ONAFTS) |
| Allocations familiales | Fonds de Participation |
| Formation à la conduite | Office national de l’Emploi (ONEM) - transfert partiel |
| Fonds des calamités agricoles | Institut national d’assurance maladie-invalidité (INAMI) - transfert partiel |
| Contrôle des prix | Réduction d'impôts pour dépenses spécifiques en matière d’habitation |
| Accès à la profession – conditions d’établissement | Homogénéisation de la politique des hôpitaux |
| Homologation des radars | Homogénéisation de la politique des personnes âgées et des soins « long care » |
| Baux commerciaux, baux à loyer et baux à ferme | Homogénéisation de la politique de prévention (tabagisme, dépendance aux drogues, actions santé environnementale, plan d’alimentation et de santé) |
| Contrôle des films | Organisation des soins de santé de première ligne (services intégrés soins à domicile, cercles de médecins généralistes, subventions, commissions médicales provinciales, réseaux palliatifs) |
| Migration économique | Modalités de contingentement des métiers de la santé : sous-quota |
| Homogénéisation des soins de santé mentale | Contrôle technique des véhicules |

#### Le Roi

**Le rôle de la monarchie**

Au début de l'année 1831, le Congrès national, fondateur de l’État donnait à la Belgique une constitution. Celle-ci organisait l'État sous la forme d'une monarchie constitutionnelle et parlementaire. Le problème se posait alors au congrès de trouver un titulaire pour exercer la fonction de Roi des Belges. Son choix se porta sur le prince Léopold de Saxe-Cobourg-Gotha.

Selon l'expression de deux membres du Congrès national, les Constituants de 1831 voulaient « une monarchie républicaine » ou « un Roi constitutionnel avec des institutions républicaines ». Dans ce but, ils adoptèrent le principe de la responsabilité ministérielle. En vertu de cette règle, aucun acte du Roi n'a d'effet s'il n'est pas couvert par un ministre qui en prend la responsabilité, le Roi étant de ce fait soustrait à cette responsabilité même. Qu'il s'agisse de la participation au pouvoir législatif (dépôt de projets, sanction des lois) ou de l'exercice du pouvoir exécutif, c'est le concours, l'action conjointe du roi et des ministres qui seule peut produire des effets.

**Le rôle politique du Roi**

Dans le domaine politique, l'action du Roi ne se traduit pas par la mise en œuvre d'un pouvoir propre ou personnel. C'est par l'avis, la suggestion, la mise en garde, l'avertissement, l'encouragement, que le Roi exerce cette action sur les acteurs du jeu politique. Sa perspective est celle de la continuité, de la durée, des objectifs à long terme, des « grands desseins » où doivent s'engager le pays et l'État. L'importance et l'impact de cette action politique du Roi varient selon les circonstances et selon le rythme même de la vie publique. Il est des moments où le rôle du Roi s'affirme plus nettement, notamment au lendemain des élections lorsqu’il choisit un informateur, puis un formateur du gouvernement. A la fonction proprement politique exercée par le Roi peuvent être jointes certaines autres activités du Souverain telles que le commandement des forces armées et le rôle de médiateur. En effet, le Roi joue quotidiennement un rôle de médiateur par ses interventions auprès des ministres en faveur d'un bon nombre de citoyens qui s'adressent à lui pour obtenir justice dans leurs relations avec l'appareil politico-administratif.

**Le rôle symbolique du Roi**

Le rôle politique du Roi, pris au sens large du terme, est un des deux modes essentiels d'exercice de la fonction royale. Le second de ces modes est sa fonction symbolique et représentative. Elle relève de la dimension sociale de la monarchie, distincte de sa mission politique.

Le Roi représente et incarne non pas l'État, appareil du pouvoir, mais la Nation ou si l'on préfère le Pays. C'est en cette qualité qu'il se rend à l'étranger pour y faire des visites de courtoisie ou d'amitié et y porter l'image de marque de la Belgique. La portée effective et le résultat positif de ces visites sont fonction de l'impression que font les souverains comme aussi de l'état des relations entre les deux États concernés: à cet égard le représentatif et le politique (ou le diplomatique) se rejoignent.

C'est aussi comme représentant de la nation que le Roi, aidé par la Reine, se rend dans tout le pays en des occasions fort diverses. Il le fait pour s'informer, pour stimuler et encourager l'évolution sociale, économique et culturelle des multiples microcosmes qui composent un pays. Il le fait aussi pour marquer non seulement son intérêt personnel, mais l'intérêt ou la reconnaissance de toute la communauté à l'égard de personnes ou de réalisations qui méritent d'être distinguées ou honorées.

#### Le Gouvernement fédéral

Le pouvoir exécutif fédéral est exercé quant à lui par le Gouvernement fédéral. Il se compose de 15 ministres maximum. Le Premier ministre éventuellement excepté, il comprend un même nombre de ministres francophones et néerlandophones. Le gouvernement peut s'adjoindre des secrétaires d'État.

Le gouvernement exécute les lois. Le gouvernement participe aussi à l'exercice du pouvoir législatif car il a un droit d'initiative - il peut déposer des projets de loi devant le parlement -, un droit d'amendement - il peut proposer des amendements aussi bien à ses propres projets de loi qu'aux propositions déposées par les parlementaires - et un pouvoir de sanction - une loi votée au parlement n'entre en vigueur qu'après avoir été sanctionnée par le gouvernement (le Roi et ses ministres).

#### Le Parlement fédéral

En Belgique, le parlement fédéral est constitué de deux chambres : la Chambre des Représentants et le Sénat.

**La Chambre des Représentants**

A la Chambre des Représentants, les 150 députés sont élus directement au suffrage universel. Sur le plan linguistique, en 2016, la Chambre est composée de 63 francophones et de 87 néerlandophones ; 41 % des députés sont des femmes.

Lors de son entrée en fonction, le gouvernement doit obtenir formellement la confiance de la majorité de la Chambre. La Chambre est chargée du contrôle du gouvernement fédéral par le biais du contrôle politique, du contrôle de la politique des ministres et du contrôle financier et budgétaire (approbation ou non du budget fédéral).

La Chambre est compétente pour la législation. Elle dispose également de compétences d’information politique. Le droit de poser des questions permet aux parlementaires de poser des questions écrites et orales. Grâce au droit d’enquête parlementaire, la Chambre peut créer des commissions d’enquête.

La Chambre dispose de nombreuses autres compétences, dont les lois concernant la responsabilité des ministres fédéraux, l’octroi des naturalisations, la nomination des médiateurs parlementaires et la fixation du contingent de l’armée.

**Le Sénat**

Depuis le 25 mai 2014, le Sénat a profondément changé suite à la sixième réforme de l’État et est devenu une assemblée non permanente. Il est aussi appelé l’Assemblée des Régions. Les sénateurs ne sont pas élus directement et il n’y a plus désormais de sénateurs de droit.

Le Sénat compte 60 membres. 50 sénateurs sont désignés par les parlements des Communautés et des Régions parmi leurs membres. Le groupe est constitué de 10 membres du Parlement de la Communauté française, 8 membres du Parlement de la Région wallonne, 29 membres du Parlement flamand, 2 membres du groupe linguistique francophone du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et 1 membre du Parlement de la Communauté germanophone. Les 10 sénateurs restants sont cooptés sur la base des résultats électoraux.

Le Sénat est, sur le même pied que la Chambre, pleinement compétent pour la Constitution et la législation relative à l’organisation et au fonctionnement des institutions de l’état fédéral et des entités fédérées.

Le Sénat défend les intérêts des entités fédérées au niveau fédéral. Il peut rédiger des rapports d’information sur les points de contact entre les compétences de l’État fédéral et celles des entités fédérées. Il intervient également dans les éventuels conflits d’intérêts entre les différentes assemblées parlementaires du pays. Le Sénat participe à une série de nominations au sein des hautes juridictions (et cela vaut aussi pour la Chambre).

Comme les autres assemblées parlementaires, le Sénat veille à ce que l’Union européenne ne prenne aucune initiative sur un thème qui serait mieux traité à un autre niveau. Il s’agit du principe de subsidiarité.

### Les Régions

La Belgique comprend trois Régions : la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Région wallonne. Leurs compétences ont été élargies au cours des différentes phases de la réforme de l'État. A l'occasion de la deuxième réforme de l'État en 1980, les régions flamande et wallonne ont été, chacune, pourvues de leur parlement et de leur gouvernement. La Région de Bruxelles-Capitale n'a, en revanche, obtenu ses institutions que lors de la troisième réforme de l'État, en 1988-1989. La population élit, tous les cinq ans, les membres des parlements régionaux.

Les régions ont donc également des organes législatif et exécutif : le Parlement régional et le Gouvernement régional. En Flandre, les institutions de la communauté et de la région étant fusionnées, il n'y a donc qu'un Parlement flamand et qu'un Gouvernement flamand.

Elles disposent d’une large autonomie en matière d’économie, d’emploi, d’aménagement du territoire, d’agriculture, de travaux publics, de logement, d’intégration des personnes étrangères, de tourisme, d’énergie, d’environnement, de voies navigables, des eaux et forêts, de politique familiale, des handicapés, du troisième âge, etc.



* La Région wallonne

|  |  |
| --- | --- |
|  | La région wallonne exerce ses compétences dans la région de langue française se composant des provinces du Hainaut, du Luxembourg, du Namur, du Brabant-Wallon et de Liège (à l'exception de la région de langue allemande). |

* La Région flamande

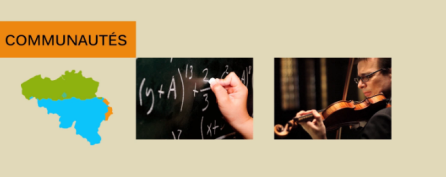
|  |  |
| --- | --- |
|  | La Région flamande exerce ses compétences dans la région de langue néerlandaise se composant des provinces de la Flandre occidentale, la Flandre orientale, Anvers, le Limbourg, et le Brabant-Flamand. |

* La Région Bruxelles-Capitale

|  |  |
| --- | --- |
|  | La région de Bruxelles-Capitale exerce ses compétences dans les 19 communes de la région bilingue de Bruxelles-Capitale. |

### Les Communautés

La Belgique est aussi organisée en trois Communautés définies à partir des 3 langues nationales (néerlandais, français, allemand). Les Communautés régissent des matières telles que l’enseignement et la culture.



* La Communauté française

|  |  |
| --- | --- |
|  | La Communauté française exerce ses compétences sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et de la Région wallonne à l'exception de la région de langue allemande. |

* La Communauté flamande

|  |  |
| --- | --- |
|  | La Communauté flamande exerce ses compétences sur le territoire de la Région flamande et de la Région de Bruxelles-Capitale. |

Les domaines communautaires de Bruxelles, ville bilingue, sont gérés soit conjointement par les francophones et les néerlandophones, au sein de la COCOM (Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale), soit séparément et en fonction de l'appartenance au groupe linguistique des citoyens concernés, au sein de la COCOF (Commission communautaire française) ou de la VGC (Vlaamse gemeenschapscommissie).

* La Communauté germanophone

|  |  |
| --- | --- |
|  | La Communauté germanophone exerce ses compétences dans la région de langue allemande (9 communes dans la province de Liège). |

### Les provinces

Les provinces sont au nombre de dix depuis la quatrième réforme de l'État. En effet, la quatrième réforme de l'État a supprimé la province de Brabant et l'a remplacée par deux nouvelles provinces: le Brabant flamand et le Brabant wallon. La partie du Brabant située en Région wallonne est la province du Brabant wallon, celle située en Région flamande est la province du Brabant flamand. Cette scission est effective depuis le 1er janvier 1995. Depuis cette date, la Région de Bruxelles-Capitale est soustraite à la division du territoire en provinces.

Les provinces peuvent agir dans une série assez large de domaines. Elles ont développé des initiatives en matière d'enseignement, d'infrastructures sociales et culturelles, de médecine préventive et de politique sociale. Elles s'occupent également d'environnement, ou encore de routes et de cours d'eau, d'économie, de transport, de travaux publics, de logement, d'emploi des langues,…

Les provinces sont des institutions autonomes mais sous tutelle. Cela signifie qu'elles exercent leurs compétences tout en étant soumises au contrôle des autorités supérieures. Ainsi, par exemple, une école provinciale sera gérée sous le contrôle de la communauté. Une initiative en matière d'aménagement du territoire sera surveillée par la région.

La Députation, du côté flamand, et le Collège provincial, du côté wallon, sont appelés à assurer l'administration journalière des affaires provinciales. La province a aussi, entre autres, le pouvoir de délivrer les autorisations d'exploiter des établissements industriels, artisanaux, commerciaux et agricoles, qui comportent des risques ou des nuisances et qui doivent donc être contrôlés.

De son côté, le Gouverneur de la Province dispose d'une série de pouvoirs en matière de sécurité et de maintien de l'ordre. Il se charge, par exemple, de la coordination des actions de secours lors de catastrophes d'une certaine importance.

En bref, sur son territoire, la province gère tout ce qui est d'intérêt provincial, c'est-à-dire ce qui ne relève ni de l'intérêt fédéral, communautaire ou régional, ni de l'intérêt communal.

### Les communes

Le niveau de pouvoir le plus proche du citoyen est la commune. Les communes préexistaient à l'État belge. Elles ont été reconnues par la Constitution de 1831 et organisées par la loi de 1836. La dernière loi communale date, quant à elle, de 1988.

A la naissance de l'État belge, en 1831, il y avait 2.739 communes. Depuis la fusion des communes opérée en 1975, leur nombre a été réduit à 589. Les 308 villes et communes flamandes se répartissent en cinq provinces : Anvers (Antwerpen), Brabant flamand (Vlaams-Brabant), Flandre occidentale (West-Vlaanderen), Flandre orientale (Oost-Vlaanderen) et Limbourg (Limburg). Les 262 villes et communes wallonnes se répartissent en cinq provinces : Brabant wallon, Hainaut, Liège, Luxembourg et Namur. La Région de Bruxelles-Capitale couvre les 19 communes.

Dès leur origine, le concept d' « autonomie communale » va s'imposer. Cela ne signifie pas que les élus communaux peuvent tout faire, loin s'en faut, mais qu'ils disposent d'une large autonomie dans le cadre des compétences qu'ils exercent sous la tutelle des autorités supérieures.

Chaque région exerce la tutelle sur les communes de son territoire. Le contrôle exercé sur les communes par les autres autorités, à savoir les communautés et l'État fédéral, est limité aux domaines qui relèvent des compétences fédérales et communautaires.

Les compétences communales sont très larges, couvrant tout ce qui relève de "l'intérêt communal", c'est-à-dire des besoins collectifs des habitants. Théoriquement, une commune peut faire tout ce qui ne lui est pas interdit, aussi bien construire un hall sportif qu'aménager une voirie ou bâtir une maison de repos. Elle est bien sûr contrôlée par les autorités de tutelle, c'est-à-dire l'État fédéral, les communautés, les régions et les provinces.

Les communes doivent aussi exécuter les missions qui leur sont imposées par les autorités supérieures. Elles sont chargées plus particulièrement du maintien de l'ordre public, de la gestion de l'état civil et de la tenue des registres de la population. C'est aussi au niveau de la commune qu'a été créé le Centre public d'Aide sociale, l'organe qui gère l'aide sociale. La commune est également compétente en matière de travaux publics, de maintien de l'ordre, de logement, d'enseignement,…

## Les élections

Dans une démocratie représentative telle que la Belgique, des élections sont régulièrement organisées pour que les citoyens puissent désigner leurs représentants au sein des assemblées.

### Les éléments fondamentaux du système électoral belge

**Les éléments fondamentaux du système électoral belge sont fixés par la Constitution :**

* les élections se font au suffrage universel
* le principe de la représentation proportionnelle est appliqué
* chaque électeur a une voix
* le vote est secret
* le vote est obligatoire
* le vote a lieu à la commune, dans un espace dont elle a la gestion ou dans un espace désigné par elle

### Aperçu des élections en Belgique

**Élections fédérales :** élection des membres de la Chambre des Représentants (tous les 5 ans, les dernières élections fédérales datent du 25 mai 2014)

**Élections régionales et communautaires, également appelées élections régionales, et les élections européennes :** élection des membres du Parlement wallon, du Parlement flamand, du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, du Parlement de la Communauté germanophone et élection des membres belges du Parlement européen (tous les 5 ans, les dernières élections régionales datent du 25 mai 2014)

**Élections des conseils communaux et provinciaux :** élection des membres des conseils provinciaux et communaux (tous les 6 ans, les dernières datent du 14 octobre 2012)

## Un peu d’histoire



**Quelques points de repères dans l’histoire de la Belgique, à placer sur une ligne du temps :**

**1830-31 :** révolution, indépendance et création de la Belgique – unilingue (francophone).  
En 1830, la récolte est mauvaise et le ravitaillement menacé. Lorsqu'en juillet 1830, la révolution éclate à Paris, l'agitation gagne les couches populaires en Belgique. Au terme d'une représentation de l'opéra « La Muette de Portici », le 25 août 1830, des désordres ouvriers se produisent à Bruxelles. La bourgeoisie bruxelloise veut s'en protéger et crée une garde armée. Le 1er septembre, les responsables de cette milice demandent au prince Guillaume d'Orange, fils et successeur de Guillaume Ier, cantonné à Vilvorde, d'intercéder auprès de son père en faveur d'une séparation administrative entre le Nord et le Sud. Guillaume Ier se sent victime d'un chantage et refuse de céder.  
Les désordres prennent alors de l'ampleur. Les volontaires affluent de toute la Belgique pour soutenir l'insurrection. La garde bourgeoise perd le contrôle des événements. Le 23 septembre, l'armée hollandaise entre dans Bruxelles, sous le commandement de Frédéric, le deuxième fils de Guillaume Ier. Cette situation provoque la réconciliation des différentes tendances parmi les volontaires et tous s'unissent contre les troupes hollandaises. Les meneurs de la garde bourgeoise et quelques révolutionnaires forment un comité, qui coordonne avec succès les actions des volontaires. Dans la nuit du 26 au 27 septembre, l'armée hollandaise bat en retraite. Le comité provisoire devient gouvernement provisoire et proclame l'indépendance, le 4 octobre 1830.

**1885 :** annexion du Congo par le Roi Léopold II, qu’il cède à la Belgique en 1908 (Congo belge).

**1898 :** le flamand devient seconde langue officielle.

**1914-1918 :** Première Guerre mondiale.

**1916 :** le Rwanda et le Burundi, colonisés par l’Allemagne, passent sous tutelle belge - Rwanda et Burundi deviennent des colonies belges.

**1919 :** suffrage universel masculin.

**1940-1945 :** Seconde Guerre mondiale.

**1944 :** système de protection sociale devient obligatoire (sécurité sociale : soins de santé, chômage, retraite, allocations familiales…).

**1948 :** suffrage universel - vote des femmes.

**1948 :** Après-guerre : importante vague d’immigration par besoin de main-d’œuvre.

**1957 :** la Belgique est membre fondateur de l’Union européenne.

**1960-62 :** indépendance du Congo, du Rwanda et du Burundi.

**1962 :** création de la « frontière linguistique ».

**1963 :** loi sur l’emploi des langues dans l’administration qui consacre l’existence de quatre Régions linguistiques (bilingue à Bruxelles, flamande, francophone et germanophone).

**1970 :** création des trois Régions et trois Communautés.

**1974 :** arrêt de l’immigration par le travail.

**1993 :** la Belgique devient un État fédéral.

**1999, puis 2004 :** droit de vote des étrangers (Union européenne puis hors UE) aux élections communales.

## Textes fondateurs et législatifs

La Belgique est un membre-fondateur de l’Union européenne. De ce fait, les principes fondamentaux qui régissent le pays se retrouvent à la fois dans la Constitution de 1831 (dernière révision en 2014) et la Convention européenne de sauvegarde des droits de l’homme (CEDH) de 1950 reprise dans la Charte des droits fondamentaux de l'union européenne (2000).

Ces textes fondateurs font de la Belgique un État de Droit démocratique. L’État garantit donc le respect du droit. L’État ne peut agir que si la Constitution ou les lois l’y autorise. Cela garantit une application uniforme du Droit à tous les citoyens. Les lois et les règles s’appliquent donc à tous de la même manière.

### La constitution Belge

**La Belgique est une Monarchie de droit constitutionnel :** le Roi y règne en se conformant aux dispositions de la Constitution qui garantit les droits fondamentaux des citoyens. C’est le gouvernement qui gère les affaires du pays et le Roi se conforme aux rôles qui lui sont attribués par la loi.

La constitution belge a été approuvée par le Congrès national en 1831. L’article, « La première constitution unitaire », dans la rubrique histoire, aborde les principes essentiels. Au fil du temps, la constitution a connu un certain nombre de modifications, tout d’abord suite au droit de vote, ensuite à cause des réformes de l’État successives qui ont fait de la Belgique un état fédéral.

### La charte des droits fondamentaux de l'union européenne

La Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne a été proclamée lors du Conseil européen de Nice, le 7 décembre 2000. Elle rassemble des droits existants mais jusqu’ici disséminés entre plusieurs textes (Convention européenne des Droits de l’homme-1950, Charte sociale européenne-1962, etc.), et, d’autre part, enrichit la liste des droits de l’homme en Europe dans des domaines nouveaux tels que la bioéthique ou la protection des données à caractère personnel. Elle est contraignante pour les États membres depuis 2009 et tout citoyen peut s’en prévaloir en cas de non-respect de ces droits par un texte européen[[2]](#footnote-2).

### Le Moniteur belge

Le Moniteur belge est la source officielle intégrale en matière de législation belge. Chaque jour les lois, décrets, arrêtés, traités, nominations et arrêts de la juridiction belge sont publiés au Moniteur belge.

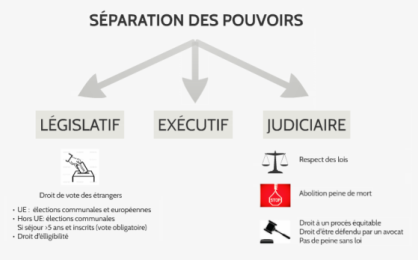
### Textes de lois

Les textes de lois peuvent être consultés en ligne par le public via différentes banques de données (Banque Carrefour de la Législation – disponible en ligne).

Outre les textes de lois, la Banque Carrefour de la Législation reprend également les propositions de lois des parlements. On y trouve également la jurisprudence de différentes cours, des tribunaux de travail, de la Cour de Cassation, de la Cour constitutionnelle et du Conseil d'État.

La Banque Carrefour de la Législation est le fruit d'un accord de collaboration entre un certain nombre d'instances fédérales, communautaires et régionales.

## La séparation des pouvoirs

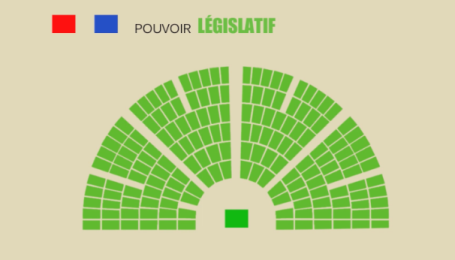


L’État de droit garantit la séparation des pouvoirs. En Belgique, le pouvoir de l’État est réparti entre trois pouvoirs, à savoir le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire. Chaque pouvoir contrôle et limite les autres pouvoirs. Ce principe de la séparation des pouvoirs n’est pas repris de manière explicite dans la Constitution et n’est pas absolu.

Ainsi, par exemple, les ministres doivent répondre de leur action devant les assemblées parlementaires : le pouvoir législatif exerce donc un contrôle politique sur le pouvoir exécutif.

La séparation des pouvoirs existe également au niveau des Communautés et des Régions. Celles-ci disposent d’un pouvoir législatif et d’un pouvoir exécutif séparés.

### Le pouvoir législatif



Le **pouvoir législatif**, principalement exercé par les différentes assemblées parlementaires et par le Roi (au niveau tant de l’État fédéral que des Communautés et Régions).

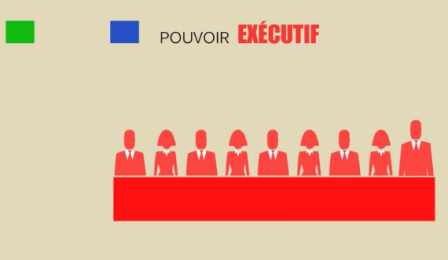
Le **pouvoir législatif fédéral** produit les lois et contrôle le pouvoir exécutif. Le Parlement est constitué de deux chambres, le Sénat et la Chambre des Représentants.

Les assemblées sont élues au suffrage universel (tous les cinq ans pour les élections fédérales, régionales et européennes, six ans pour les élections communales et provinciales)

Les citoyens belges ont l’obligation de voter à chaque élection. Les citoyens européens peuvent voter aux élections européennes et communales. Les citoyens ressortissants d’un pays tiers à l’Union européenne peuvent participer aux élections locales à condition de résider depuis plus de 5 ans sur le territoire et de s’être inscrit auprès de son administration communale.

**Attention :** une fois inscrit comme électeur, le vote devient obligatoire.

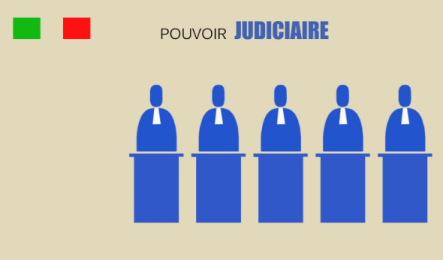
### Le pouvoir exécutif



Le **pouvoir exécutif** exercé par le Roi et le Gouvernement (constitué de ministres et de secrétaires d’État) au niveau fédéral, ainsi que par les gouvernements de Communautés et Régions.

Le **pouvoir exécutif fédéral** dirige le pays. Il fait en sorte que les lois soient appliquées de manière concrète et qu’elles soient respectées.

### Le pouvoir judiciaire



Le pouvoir judiciaire se prononce en matière de litiges et est exercé par les cours et les tribunaux. Il contrôle également la légalité des actes du pouvoir exécutif. Pour les autorités fédérales, les Communautés et les Régions, le pouvoir judiciaire est toutefois exercé par les mêmes instances. Ce pouvoir est indépendant des autres pouvoirs.

En Belgique, le principe veut que l’on ne puisse jamais condamner quelqu’un à une peine si celle-ci n’est pas prévue dans une loi. Tout le monde a également le droit d’être défendu par un avocat, même les personnes qui n’ont pas les moyens d’en payer un par elles-mêmes.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| *Structure de l’État belge* | | | |
| Nom | Territoire de compétence | Législatif | Exécutif |
| État fédéral | Tout le pays | * Parlement fédéral   + Chambre des représentants   + Sénat * Le Roi | * Gouvernement fédéral * Le Roi |
| Communauté flamande et Région flamande | Les cinq provinces de la Région flamande, ainsi que les 19 communes bilingues de la Région de Bruxelles-Capitale où elle n’exerce de compétences que pour les matières communautaires | Parlement flamand (Vlaams Parlement) | Gouvernement flamand (Vlaamse Regering) |
| Communauté française (également appelée Fédération Wallonie-Bruxelles) | Les cinq provinces de la Région wallonne (à l’exception des 9 communes germanophones), ainsi que les 19 communes bilingues de la Région de Bruxelles-Capitale où elle n’exerce de compétences que pour les matières communautaires | Parlement de la Communauté française | Gouvernement de la Communauté française |
| Communauté germanophone | Les 9 communes germanophones des cantons de l’Est | Parlement de la Communauté germanophone (Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft) | Gouvernement de la Communauté germanophone (Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft) |
| Région wallonne | Les cinq provinces wallonnes | Parlement wallon | Gouvernement wallon |
| Région de Bruxelles-Capitale | Les 19 communes de Bruxelles | Parlement bruxellois | Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale |
|  |  | Assemblées des Commissions communautaires (Cocom, Cocof et Vgc) | Collèges des Commissions communautaires (Cocom, Cocof et Vgc) |

Chaque province et chaque commune appartient à une Région et est soumise à sa tutelle.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Provinces | Territoire de la Province (5 provinces flamandes, 5 provinces wallonnes, et la Région de Bruxelles-Capitale) | La province a deux rôles :  • exécuter certaines décisions prises à d’autres niveaux ;  • développer des initiatives propres.  À Bruxelles le rôle de la province est exercé par la Région. La Région a quand même un gouverneur chargé d’exécuter les décisions du pouvoir fédéral et un vice-gouverneur chargé de faire respecter les accords linguistiques dans les administrations. |
| Communes | Territoire de la Commune (19 communes de Bruxelles, 262 communes wallonnes et 308 communes flamandes) | Sous la tutelle de la Région à laquelle la commune appartient, elle doit exercer un ensemble de missions obligatoires (CPAS, état-civil, enseignement primaire communal…). |

|  |  |
| --- | --- |
| Les Sénateurs fédéraux sont au nombre de | 60 |
| Les Députés fédéraux sont au nombre de | 150 |
| Les Députés wallons sont au nombre de | 75 |
| Les Députés de la Fédération Wallonie-Bruxelles sont au nombre de | 94 |
| Les Députés bruxellois sont au nombre de | 88 |
| Les Députés flamands sont au nombre de | 124 |
| Les Députés germanophones sont au nombre de | 25 |
| Les Ministres et Secrétaires d’État du Gouvernement fédéral sont au nombre de | 18 |
| Les Ministres de la Région de Bruxelles Capitale sont au nombre de | 8 |
| Les Ministres du Gouvernement wallon sont au nombre de | 8 |
| Les Ministres du Gouvernement flamand sont au nombre de | 9 |
| Les Ministres de la Fédération Wallonie-Bruxelles sont au nombre de | 7 |
| Les Ministres du Gouvernement germanophone sont au nombre de | 4 |
| Les Gouverneurs provinciaux (dix provinces) sont au nombre de | 10 |
| Bruxelles Capitale possède également son Gouverneur | 1 |
| Les Députés provinciaux sont au nombre de | 60 |
| Les Conseillers provinciaux sont au nombre de | 574 |

## Les partis politiques

Cette liste ne comporte que des partis politiques qui ont des élus au Parlement fédéral :

* CD&V - Christen-Democratisch & Vlaam;
* CDH - centre démocrate Humaniste ;
* ECOLO - Écologistes confédérés pour l'Organisation de Luttes originales ;
* FDF - Fédéralistes Démocrates Francophones ;
* DéFI - Démocrate fédéraliste indépendant ;
* Groen! ;
* MR - Mouvement Réformateur ;
* N-VA - Nieuw-Vlaamse Alliantie ;
* Open Vld - Open Vlaamse liberalen en democraten ;
* PP - Parti Populaire ;
* PS - Parti socialiste ;
* PTB - Parti du Travail de Belgique - Gauche d'Ouverture! ; PVDA - Partij van de Arbeid ;
* SP.A - Socialistische Partij Anders ;
* Vlaams Belang.

Les partis politiques sont un élément pour ainsi dire indispensable de la politique belge. Celui qui souhaite faire entendre sa voix en politique, doit dans la pratique rejoindre un parti politique existant ou fonder lui-même un parti.

La liste des partis politiques reprise ci-dessus se limite aux partis qui ont des élus au Parlement fédéral. Bien d'autres partis briguent évidemment les suffrages des électeurs. Cette multitude de partis est entre autres due au fait qu'un certain nombre de partis, au départ unitaires, se sont progressivement scindés en des groupements francophones et néerlandophones. La plupart du temps, ces différents groupements poursuivent en grande partie les mêmes objectifs. C'est la raison pour laquelle on parle de familles politiques.

La formation de cartels est un autre phénomène qui a pris de l'importance : un grand parti s'est allié à un petit parti dans l'espoir d'obtenir plus de voix. En 2003, enfin, le seuil électoral de 5% a été introduit. En vertu de cette mesure, seules les listes qui obtiennent 5 % des suffrages dans la circonscription où elles se présentent peuvent participer à la dévolution des sièges. Pour les nouveaux partis, ce seuil ne facilite pas les choses en réduisant leurs chances de participer au scrutin.

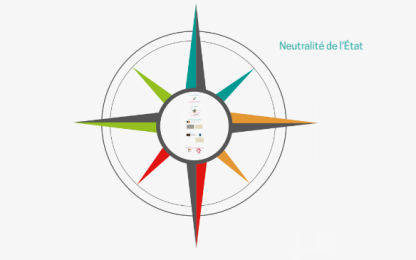
Reflet des répartitions linguistiques de la population, le pays est divisé depuis 1970 en trois Communautés linguistiques et depuis 1980, en trois Régions territoriales. La Constitution fut amendée en 1993 pour adopter un système fédéral afin d'éviter la rupture entre néerlandophones et francophones. Malgré cela, les tensions politiques, culturelles, linguistiques et économiques existent toujours entre les deux communautés.

Deux partis politiques flamands, le Vlaams Belang et la N-VA, prônent ainsi l'indépendance de la Flandre à court terme tandis qu'un parti francophone très minoritaire, le RWF, souhaite le rattachement de la Wallonie et de Bruxelles à la France. Ces deux mouvements sont d'obédience républicaine par nature.

Tous les grands partis sont, depuis la fédéralisation du pays en 1970, les représentants de leur communauté linguistique. Deux exceptions, les écologistes, flamands Groen et wallons Écolo, qui forment un groupe politique uni au parlement fédéral, ainsi que la gauche radicale, PTB-PVDA.

Lors de la création des Régions en 1980, les Flamands ont immédiatement transféré toutes leurs compétences régionales à la Communauté flamande, comme l'autorise la Constitution. Les six députés du Parlement flamand provenant de la Région de Bruxelles-Capitale ne votent toutefois pas les décrets concernant les matières régionales.

# Neutralité de l’État

La Belgique est un État neutre, c’est-à-dire que l’État et les églises sont indépendants sans que celui-ci ne recherche une laïcité qui placerait la religion uniquement dans la sphère privée.

Pourtant, dans la Constitution, la neutralité de l’état n’est pas mentionnée comme telle.

Elle ressort des articles suivants :

* Art. 19 : garantit la liberté des cultes, leur exercice public et la liberté d’expression ;
* Art. 20 : énonce que l’état ne peut imposer des contraintes à l’exercice et aux cérémonies du culte ;
* Art. 21 : interdit l’intervention de l’état dans la nomination des ministres du culte.

Ainsi l’État permet l’expression du fait religieux dans la sphère publique contrairement à la France. Il permet donc à tous de manifester, d’extérioriser, d’énoncer ses convictions philosophiques. Par ce biais, la liberté d’expression des individus et des groupes est respectée.

Le principe de la neutralité des pouvoirs publics est lié, quant à lui, à l’interdiction de discrimination, d’égalité de traitement et de respect des lois, règlements, et directives.

*« Lorsqu'il est, dans le cadre de ses fonctions, en contact avec le public, l’agent de l'État évite toute parole, toute attitude, toute présentation qui pourrait être de nature à ébranler la confiance du public en sa totale neutralité, en sa compétence ou en sa dignité »* (arrêté royal du 14 juin 2007)

L’État assure une égalité de traitement entre les différents courants philosophiques et reconnait les institutions qui les représentent en les subventionnant. Les cultes catholiques, protestant, orthodoxe, israélite, anglican, islamique et le mouvement laïc (courant philosophique non confessionnel) sont les 7 cultes reconnus et subventionnés par l’État.

Si chacun est libre d’exercer ses croyances, cela implique que l’on respecte l’exercice des croyances des autres citoyens.

# Solidarité et Sécurité sociale

La Belgique souscrit à un modèle de Solidarité. Ainsi par les contributions des citoyens et des entreprises au pot commun, l’État permet à chacun de bénéficier d’infrastructures publiques (routes, écoles, gare, etc.), de services publics (soins de santé, culture, éducation, etc.) et d’un système de solidarité.

En contribuant à ce pot commun (en travaillant de façon déclarée, en payant ses cotisations sociales ou en s’acquittant de l’impôt sur les personnes physiques) peut ainsi profiter du système de sécurité sociale.

La sécurité sociale est un système d’assurance sociale qui comprend toutes les prestations auxquelles ont droit les assurés et qui ont pour objet de compléter ou remplacer le revenu professionnel du travailleur afin de le préserver des conséquences de certains risques sociaux.

**Le terme « assurance »** implique la notion de risques contre lesquels on désire se protéger. Dans le cadre de la sécurité sociale, il s’agit de **risques sociaux** c’est-à-dire, tout événement empêchant la personne d’avoir un revenu professionnel : la sécurité sociale lui assure alors un **revenu de remplacement** ; ou affectant le niveau de vie de la personne : le coût des soins de santé, la charge de famille qui alourdissent les dépenses des ménages, la sécurité sociale assure alors un **revenu de complément**.

On parle d’**assurance sociale** parce qu’il s’agit d’un système d’assurances (on cotise pour couvrir les risques que l’on pourrait rencontrer soi-même) mais qui diffère des assurances privées parce qu’il est **fondé sur la solidarité** et qu’il est géré par un service public.

Quand on souscrit une assurance privée, la prime est calculée en fonction de l’importance du risque et la compagnie d’assurance peut refuser de prendre en charge un risque certain (on n’assure pas quelqu’un qui est déjà gravement malade).

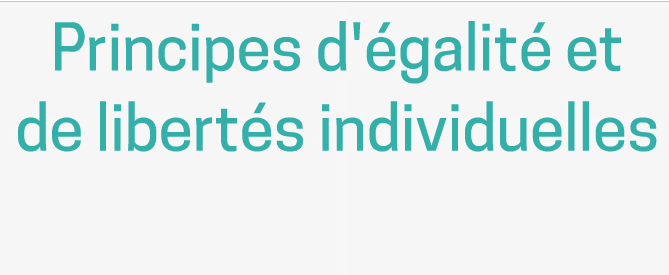
Dans la sécurité sociale, sauf exception, le principe des cotisations est d’assurer une contribution en fonction des revenus : une personne présentant un risque élevé payera des cotisations en fonction de son revenu dans les mêmes proportions qu’une personne ne présentant qu’un risque faible.

Ainsi, ce système réalise une redistribution des revenus au sein de la société : des jeunes vers les vieux, des bien-portants vers les malades, de ceux qui ont du travail vers les chômeurs, des hommes vers les femmes.

La sécurité sociale se compose de sept grands piliers :

1. L’assurance maladie invalidité ;
2. L’assurance chômage ;
3. Les allocations /prestations familiales ;
4. Les pensions ;
5. Les vacances annuelles des ouvriers ;
6. Les accidents de travail ;
7. Les maladies professionnelles.

# Principe d’égalité et libertés individuelles

Tout citoyen est assuré d’accéder à l’égalité des chances peu importe son âge, son orientation sexuelle, son état civil, sa naissance, son état de fortune, ses convictions philosophiques ou religieuses, ses convictions politiques, sa langue, son état de santé actuel ou futur, son handicap, ses caractéristiques physiques ou génétiques, son origine sociale, sa nationalité, sa prétendue race, sa couleur de peau, son ascendance, son origine nationale ou ethnique, son sexe.

Cela implique que tous les citoyens aient les mêmes droits. Aucune forme de discriminations n’est tolérée qu’elles apparaissent dans la sphère publique (interdiction d’entrer dans une boîte de nuit en fonction de son apparence physique) ou privée (refus de louer un logement en fonction de son état financier).

L’égalité des chances garantit l’accès aux droits fondamentaux, au bien-être économique, social et culturel afin de permettre à chacun de participer à la société et d’y être reconnu. Par la même, l’égalité des chances vise à la cohésion sociale du pays.

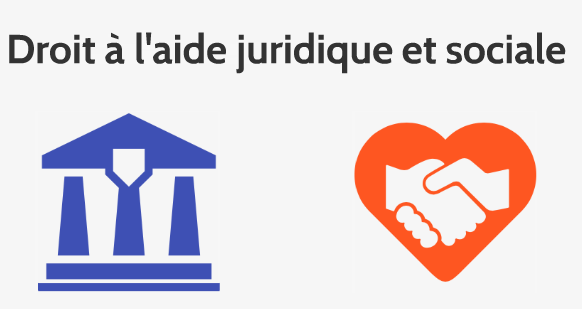
Ainsi, si chacun a droit à un traitement équitable, cela implique de respecter les libertés individuelles des autres citoyens. Il est donc interdit de discriminer.

La Belgique, tant au niveau fédéral que régional que communautaire, s’est dotée d’une armada législative concernant les discriminations avec : la loi anti racisme (1981), la loi sur l’égalité de traitement entre les hommes et les femmes(2007), la loi anti discrimination (2007).

En cas de discrimination, s’adresser à [UNIA](http://unia.be/fr) ou à l’[Institut pour l’égalité entre les Hommes et les Femmes](http://igvm-iefh.belgium.be/fr) ou au [MRAX](http://mrax.be/) (racisme) qui aideront à introduire une plainte le cas échéant.

Un outil intéressant en ligne : [e-div.be](http://www.ediv.be) propose des formations en ligne sur les lois anti-discrimination.

# Droit à l’aide sociale et à l’aide juridique



Toute personne a droit à l’aide sociale et à l’aide juridique gratuite.

## Aide sociale

Chaque citoyen a le droit de mener une vie digne. Ainsi, les personnes qui n’ont pas les moyens suffisants peuvent faire appel aux services du CPAS afin de pouvoir se nourrir, se vêtir, avoir accès aux soins de santé etc.

C’est la loi organique de 1976 (et modifications) qui régit le droit à l’aide sociale ainsi que les conditions d’accès.

Depuis lors, les missions du CPAS se sont étoffées et ont développé des compétences dans les domaines de la grande précarité (SDF, irrégularité de séjour…), la santé (relais santé, AMU…), la jeunesse, la citoyenneté, l’apprentissage de la langue française, l’insertion socio-professionnelle…

Cette aide financière et/ou matérielle se traduit de différentes manières en fonction de la nationalité, du statut de séjour, de la situation sociale et familiale du demandeur.

Le Revenu d’Intégration sociale (RIS) est une aide financière octroyée aux personnes ne disposant d’aucun accès à d’autres droits fondamentaux (allocations de chômage, de maladie invalidité, handicap…). Soit parce que la personne les a perdus soit elle n’a pas encore pu les acquérir. Elle doit, en outre, être dans les conditions de nationalité (belge) et/ou assimilée (réfugié reconnu) et être dans une situation sociale et familiale de précarité.

À partir du 1er septembre 2016, l’octroi du RIS s’assorti d’une nouvelle mesure : le Projet Individualisé d’Intégration Sociale (PIIS). Jusqu’à présent celui-ci ne concernait que les jeunes de moins de 25 ans bénéficiant d’un RIS, il est maintenant étendu à toutes les catégories de personnes sans limite d’âge bénéficiant ou demandant à bénéficier d’un RIS.

Le PIIS

Le PIIS se décline en plusieurs mesures obligatoires : suivi d’un cours de langue ou d’une formation, suivi actif d’offres d’emploi. En outre, le bénéficiaire devra répondre à 3 évaluations par an avec le service du CPAS. En cas de non-respect du PIIS, le RIS peut être suspendu d’un à trois mois maximum (sanction).

Un service communautaire est institué. Il permet aux bénéficiaires sur base volontaire de contribuer à la vie en société. Ce service doit s’ouvrir sur un futur emploi rémunéré et doit laisser le bénéficiaire disponible sur le marché de l’emploi. En ce qui concerne les RIS octroyés avant le 1er septembre 2016, le CPAS devra exercer une rétroactivité de 6 mois.

**L’aide sociale financière** est octroyée aux personnes qui ne peuvent pas bénéficier d’un RIS. Attention, cela dépend de votre titre de séjour. Dans certains cas, vous adresser au CPAS peut entrainer la perte de votre titre de séjour. (Par exemple, dans le cas de regroupement familial qui est conditionné au fait que la famille doit avoir des revenus suffisants pour ne pas dépendre de l’aide sociale du pays et ce durant les cinq première années d’octroi du séjour).

**L’aide sociale matérielle** est octroyée, par exemple, au demandeur d’asile. Cette aide se traduit par la distribution de colis alimentaire, le logement (demandeur d’asile)…

## Aide juridique

Chacun a le droit d’être défendu par un avocat. L’aide juridique de deuxième ligne permet aux personnes qui ont de faibles revenus de faire appel à un avocat gratuitement ou à moindre coût sous certaines conditions. En outre, tout le monde a droit d’accéder à une aide juridique de première ligne pour obtenir des renseignements juridiques ou pratiques.

**Pour toute décision rendue, il existe la possibilité d’effectuer des recours auprès des instances compétentes – sans nécessairement passer par un avocat, notamment dans le cadre de l’enseignement.**

**Le Bureau d’aide juridique** fournit un premier conseil et / ou désigne un avocat afin de solutionner les problèmes juridiques. Le 1er conseil est gratuit et accessible à tous tandis que la désignation d’un avocat est soumise à des conditions de revenus.

**Les personnes qui ont droit à la désignation d’un avocat dans le cadre d’un aide juridique de 2ème ligne gratuite sont :**

• Le bénéficiaire du RIS ou de l’aide sociale ;

• Le bénéficiaire de l’allocation de chômage ;

• Le bénéficiaire de revenu garanti aux personnes âgées (GRAPA) ;

• Le bénéficiaire d’allocations de remplacement de revenus aux handicapés ;

• La personne qui a à sa charge un enfant bénéficiant de prestations familiales garanties ;

• Le locataire social qui paye un loyer minimum ;

• Le mineur ;

• L’étranger pour l’introduction d’une demande de régularisation de séjour et/ou d’un recours et / ou d’une demande d’asile ;

• La personne isolée qui justifie d’un revenu mensuel net inférieur à 953€ ;

• La personne cohabitante qui justifie d’un revenu mensuel net du ménage inférieur à 1 224€ ;

• La personne en cours de procédure de règlement collectif de dettes et/ou surendettée ;

• La personne en détention ;

• Le prévenu visé par loi sur la comparution immédiate ;

• La personne malade mentale.

**Les personnes qui ont droit à la désignation d’un avocat dans le cadre d’un aide juridique de 2ème ligne partiellement gratuite sont :**

• La personne isolée qui justifie d’un revenu mensuel net qui se situe entre 953€ et 1 224€ ;

• La personne cohabitante qui justifie d’un revenu mensuel net du ménage qui se situe entre 1 224€ et 1 493€.

En résumé, la gratuité[[3]](#footnote-3) totale de l’aide juridique de 2ème ligne s’applique à toutes personnes ayant des revenus nets inférieurs à 953€ et partiellement à toutes personnes ayant des revenus nets entre 1 224€ et 1 493€.

**Pièces à fournir pour introduire la demande de désignation d’un avocat dans le cadre de l’aide juridique de 2ème ligne :**

• Une composition de ménage ;

• Documents qui attestent des revenus du demandeur et de ceux qui cohabitent avec lui.

**Si le demandeur ne sait pas prouver sa situation (domiciliation et revenus), le Président du BAJ[[4]](#footnote-4) peut autoriser la production d’une déclaration sur l’honneur.**

## Organisation de la Justice

Le pouvoir judiciaire tranche les contestations qui découlent de l’application des lois. Il est constitué de la magistrature assise (juges, cours et tribunaux) et de la magistrature debout (ministère public ou parquet). Il juge en appliquant le droit. Il statue tant dans les matières civiles que pénales.

### Les sources du droit

**La Constitution** régule la séparation des pouvoirs et la manière dont ils sont exercés. Elle énonce les valeurs fondamentales du pays et les droits fondamentaux des citoyens.

**Les lois (Fédéral), Décret ou Ordonnance (FWB et Région), Règlement (Provinces et Communes)** sont adoptés par les Députés et les Sénateurs.

**La Coutume** représente les usages locaux.

**La Jurisprudence** est l’ensemble des décisions rendues par les cours et tribunaux.

**L’équité** est le sens commun de la justice.

**Les règles de droit international** identifiées dans les Traités et Directives UE, les conventions bilatérales/multilatérales…

### Droit civil/Droit pénal

**La justice civile** traite des litiges entre les personnes physiques ou morales et les autorités.

**La justice pénale** inflige aux auteurs de comportements répréhensibles des peines prévues par la loi (contraventions, délits et crimes)

### Division géographique

La Belgique compte 5 grandes zones judiciaires ainsi que 5 ressorts de cour d’appel : Bruxelles, Liège, Mons, Gand et Anvers. Ces ressorts sont divisés en 27 arrondissements judiciaires (1 tribunal de 1ere instance, 21 tribunaux du travail, 23 tribunaux de commerce et de police). Les arrondissements judiciaires sont divisés en 187 cantons judiciaires (justice de paix). Les 10 provinces et l’arrondissement judiciaire de Bruxelles-capitale ont une cour d’assise.

### Compétences des tribunaux

La justice de paix traite des affaires civiles et commerciales d’un montant inférieur à 2 500€. Elle est également compétente pour les litiges en matière de loyer, de voisinage, de servitude ou d’expropriation ainsi que les mesures provisoires entre les époux. Elle sert également de médiatrice. En effet, lorsqu’une des parties en conflit en fait la demande ; le juge de paix peut tenter une conciliation. Cet accord est négocié par les deux parties et évite souvent des procédures longues et onéreuses. En cas de contestation d’un jugement rendu en justice de paix, le recours doit être introduit dans **le mois qui suit la date de signification du jugement auprès du tribunal de 1ere instance.**

**Le Tribunal de Police** est une juridiction pénale qui examine les contraventions, les délits et les infractions de roulage. En cas de contestation d’un jugement rendu par le tribunal de police, le **recours** doit être introduit dans les **quinze jours qui suivent la date de signification du jugement auprès du Tribunal correctionnel.**

**Le Tribunal du Travail** traite des matières sociales (CPAS, chômage…), conflits dans les relations de travail (contrat de travail…), accidents du travail et règlement collectif de dettes. En cas de contestation d’un jugement rendu par le tribunal du travail, le recours doit être introduit dans le **mois qui suit la date de signification du jugement auprès de la Cour du Travail.**

**Le tribunal de Commerce** traite des contestations commerciales, des faillites, des litiges entre actionnaires d’une société. Il sert également de cour d’appel pour les jugements rendus par la justice de paix en matière commerciale. En cas de contestation d’un jugement rendu par le tribunal de commerce, le recours doit être introduit dans le **mois qui suit la date de signification du jugement auprès de la Cour d’Appel.**

**La Cour d’Assises** juge les crimes. Lorsqu’une personne est accusée d’un crime, celle-ci est appelée à comparaitre devant la cour d’assises pour être jugée par un jury populaire. La cour d’assises est constituée chaque fois qu’un accusé est envoyé devant elle. Les jurés sont désignés par tirage au sort dans la population. Tout belge âgé de 30 à 60ans et n’ayant jamais subi de condamnation peut être appelé à devenir juré. Il n’existe pas de recours possible. Cependant, **si les règles de procédure n’ont pas été respectées et/ou si les lois et règles juridiques n’ont pas été appliquées, l’accusé peut se pourvoir en Cassation.**

**La cour de Cassation** est la juridiction suprême. Elle est le garant du respect du droit par les cours et tribunaux. Elle ne peut se faire qu’en cas de violation de la loi ou d’un principe général de droit. Elle intervient lorsqu’il n’y a plus de possibilité d’appel.

**Le Conseil du Contentieux des Étrangers** est une juridiction administrative qui s’occupe de traité les recours en matière d’asile (CGRA) mais plus généralement, des recours en matière d’accès au territoire, de séjour, d’établissement et d’éloignement des étrangers (Office des Étrangers. Le recours doit être introduit dans **le mois qui suit la date de signification de la décision rendue par le CGRA et/ou par l’office des étrangers.**

**Le Tribunal de 1ere instance en divisé en plusieurs sections[[5]](#footnote-5) :**

* Le Tribunal civil traites des affaires d’un montant supérieur à 2 500€ qui touchent les personnes (droits de succession, auteurs…) à l’exception des litiges attribués par la loi au Tribunal de la famille ;
* Le Tribunal correctionnel est une juridiction pénale chargée de punir les délits (escroquerie, fraude, homicide involontaire…) ;
* Le tribunal de la jeunesse traite des dossiers d’application de la loi de protection de la jeunesse (déchéance de l’autorité parentale, placement de mineurs en famille d’accueil et/ou en IPPJ, criminalité juvénile…) ;
* Le Tribunal de la Famille traite de tous les litiges de nature familiale (divorce, garde d’enfants…) ;
* Le Tribunal d’application des peines rend les décisions sur l’exécution des peines privatives de liberté de plus de trois ans (détention limitée, surveillance électronique, libération conditionnelle) ;
* La Chambre du Conseil décide, lors d’une instruction d’une enquête pénale, s’il y a suffisamment d’indices de culpabilité d’un suspect ;
* Le juge des saisies sert à demander la permission de pratiquer une saisie sur le compte, biens mobiliers et immobiliers du débiteur ;
* Les Référés Traitent des cas urgents et rends des décisions provisoires.

En cas de contestation d’un jugement rendu par une des sections du Tribunal de 1ère instance, le recours doit être introduit dans le mois qui suit la date de signification du jugement auprès de la Cour d’Appel.

### Acteurs et termes de la justice

**La victime** est la personne dont les droits ont été violés. Elle a subi un préjudice.

**Le justiciable** est la personne à l’égard de laquelle la justice doit être rendue.

**L’avocat** conseille, représente et défend son client.

**L’huissier** procède aux significations et exécutions des jugements.

**Le suspect** est la personne soupçonnée d’avoir commis un fait punissable et elle fait l’objet d’une instruction préparatoire pénale.

**L’inculpé** est la personne à qui le juge d’instruction a fait savoir formellement que certains faits lui sont reprochés.

**Le prévenu** est la personne renvoyée devant le tribunal correctionnel et/ou de police.

**L’accusé** est la personne qui doit comparaître devant la cour d’assises (NB : la personne bénéficie de la présomption d’innocence)

**Le condamné** est la personne que le tribunal a condamné car les faits reprochés sont établis et donc punissables.

**Le Procureur du Roi ou Ministère public** est le représentant de la société. Son action vise à sanctionner l’atteinte à l’ordre social. Il dirige l’information avec l’aide des services de police. Il demande au juge d’instruction de débuter l’instruction. À l’audience, il requiert l’application de la loi pénale. Il se charge de l’exécution des jugements.

**Le juge** d’instruction dirige l’instruction avec l’aide d’enquêteurs et d’experts. Il rassemble le plus d’informations possibles pour établir la vérité (preuves à charges et décharges). Il délivrée les mandats d’arrêts et de perquisition. Il ne siège pas au procès.  
Le juge statue sur la requête du plaignant, partie civile ou Ministère public. Il siège dans une chambre d’un tribunal ou d’une cour. Il peut siéger seul ou à trois. S’il préside la procédure, on le nomme Président.

**L’expert judiciaire** est le spécialiste désigné par le tribunal dans le but d’informer et d’éclairer ce dernier sur des questions techniques.

**Le témoin** est la personne qui va témoigner sous serment pour rapporter ce qu’elle sait, a vu et/ou entendu concernant l’évènement.

**Le Greffier** prête assistance au juge et accompli des tâches administratives.

**La citation** est un document officiel par lequel une personne en appelle une autre à comparaître devant le juge. Elle contient les motifs de la convocation.

**Les pièces de procédure** sont tous les documents rédigés dans le cadre d’une procédure.

**La procédure** est l’ensemble des règles qui organisent le déroulement d’une instruction ou d’un procès. Ces règles sont contraignantes et doivent être respectées. Ce sont elles qui garantissent le bon déroulement d’un procès.

**Les conclusions** sont les documents écrits composés d’un compte-rendu des demandes adressées par les parties au tribunal et des arguments à l’appui de celles-ci.

**Le demandeur ou la partie demanderesse** est la personne qui prend l’initiative d’un procès.

**Le défenseur** ou partie défenderesse est la personne contre qui l’action est dirigée.

**Les dépens** désignent les sommes qui sont dues finalement par la partie (personne condamnée par le juge) contre laquelle un jugement civil est intervenu.

# Liberté de la presse



La liberté de la presse va de pair avec la liberté d’expression. Si on a le droit de dire ce que l’on pense, on a également le droit de l’exprimer publiquement et de le diffuser, notamment dans les journaux. Toutefois cette liberté n’est pas illimitée. Les journalistes se doivent de respecter les règles de déontologie (respect de la vie privée, interdiction de l’incitation à la haine etc.).

La Constitution interdit toutefois que des mesures préventives soient prises pour interdire des publications.

# Liberté d’expression



Chacun a le droit d’exprimer ses opinions par des mots, des écrits ou des comportements (exemple : participer à une manifestation, lever le poing, assister à une réunion...).

Cette liberté ne constitue en aucun cas une autorisation de commettre impunément des infractions. Ainsi le négationnisme, les propos racistes, les insultes liées au genre ou l’incitation à la haine sont entre autres punissables par la loi.

# Liberté de circulation

La Convention Européenne des Droits de l’Homme (CEDH) garantit la liberté de circulation. Cette liberté est néanmoins assortie de nombreuses exceptions. Cette liberté est également garantie dans les différents traités et directives européens (Rome, Schengen…)

Les citoyens européens ont le droit de s'installer dans un autre État membre de l'Union européenne pour y travailler sans devoir disposer d'un permis de travail, hormis les nouveaux pays membres de l’Union européenne. A chaque nouvelle adhésion, les autres pays membres peuvent fixer une période transitoire de maximum 7 ans qui leur permet de restreindre l’accès à leur marché de l’emploi en tant que salarié. Cette période transitoire est divisée en trois parties. A la date d’adhésion du nouvel état membre, une première période transitoire de 2 ans est fixée. Au terme de cette période et après un examen du marché de l’emploi local, cette période peut être prolongée pour trois ans. Au terme de celle-ci et toujours après examen du marché de l’emploi local, elle peut être prolongée pour une durée de deux ans supplémentaires. Cette période clôturant la période transitoire. Le marché de l’emploi est dès lors accessible sans restriction aux nationaux du nouvel état membre.

Exemple : les croates. Entrée dans l’UE au 1er juillet 2013. Fin de la 1ere période transitoire au 30 juin 2015. Période transitoire suivante, le 1er juillet 2015. Fin de celle-ci, le 30 juin 2018. Début de la troisième et dernière période transitoire, 1er juillet 2018. Fin de la période transitoire, le 30 juin 2020. Durant les différentes périodes transitoires les citoyens croates sont soumis à l’obtention d’un permis de travail B. Le 1er juillet 2020, ceux-ci n’auront plus besoin de permis de travail B pour exercer une profession salariée en Belgique.

Les ressortissants de pays tiers peuvent avoir le droit de travailler dans un pays de l'UE et de bénéficier des mêmes conditions de travail que les citoyens européens. Ces droits dépendent de leur statut en tant que « **membres de la famille de citoyens européens** » et de leur propre nationalité et/ou de leur statut de séjour (résident permanent) dans un pays de l’UE. Toutefois, selon le statut de séjour obtenu en Belgique, le ressortissant pays tiers peut être soumis à l’obligation d’obtenir un permis de travail B pour pouvoir exercer une profession salariée sur le territoire.

Jusqu'à aujourd’hui 26 pays participent à l'espace Schengen : 22 États membres de l'UE auxquels s'ajoutent la Norvège, l'Islande, la Suisse et le Liechtenstein (qui ont le statut d'États d'associés). Cette liberté de circulation a pour contrepartie une politique des frontières extérieures visant à garantir un espace de liberté, de sécurité et de justice, et couvre l’entrée et le séjour des non-européens. L’UE c’est donc dotée d’une politique propre en matière d’immigration et d’asile.

Cette liberté de circulation est un peu différente pour un ressortissant d’un pays hors EEE (espace économique européen) puisqu’il doit toujours être en possession d’un passeport valable pour voyager depuis ou vers la Belgique.

Pour revenir en Belgique, l’étranger doit être en possession du passeport valable **ET**, soit d’une Carte d’Identité pour Étranger (CIE) ou d’un Certificat d’Inscription au Registre des Étrangers (CIRE), soit d’un visa sauf s’il en est dispensé. (Voir liste des pays dispensés de l’obligation de visa pour entrer sur le territoire : [www.adde.be](file:///C:\Users\AnneD\AppData\Local\Temp\Temp1_Fiches+ressources.zip\www.adde.be)).

Pour voyager vers d’autres pays, l’étranger devra, en plus de son passeport national valable, parfois être en possession d’un visa.

Les réfugiés reconnus peuvent voyager partout dans le monde sauf dans leur pays d’origine et certains pays limitrophes en obtenant un document de voyage spécial (à couverture bleue) auprès du Gouvernement provincial de leur lieu de résidence.

Les apatrides reconnus, qui sont autorisés au séjour à durée illimitée en Belgique, peuvent obtenir un document de voyage spécial (à couverture grise) au Service Public Fédéral des Affaires étrangères.

# Liberté de réunion et d’association



## Liberté de réunion

La liberté de réunion implique la possibilité pour chacun de se rassembler en groupe à des fins politiques, religieuses ou de loisirs.

Préalablement il faut faire la distinction entre réunion privée et réunion publique.

On parle de réunion privée lorsque l’accès à celle-ci est lié à une invitation individuelle et personnelle (ex : une fête d’anniversaire, une réunion de famille ou entre amis...). Ces réunions sont protégées par « l’inviolabilité du domicile », elles ne peuvent être interdites préventivement car chacun peut faire ce qu’il souhaite, dans sa propre maison sauf en cas d’infraction.

Les réunions publiques dans des lieux fermés sont accessibles à tous, soit gratuitement, soit en payant un droit d’entrée (meeting politique, soirée dans un club, etc…). Si celles-ci, sont pacifiques elles ne peuvent être assorties de limitations préventives.

Cette liberté de réunion s’applique uniquement aux rassemblements paisibles et non armés qui ne compromettent pas l’ordre public et ne donnent pas lieu à des émeutes ou des nuisances. Dans le cas contraire elles peuvent être limitées ou interdites par les autorités.

Les rassemblements en plein air, peuvent être assortis de limitations préventives et doivent faire l’objet d’une autorisation préalable (manifestations, jogging, fancy-fair, etc.).

## Liberté d’association

En ce qui concerne la liberté d’association, elle est inscrite à la fois dans la Constitution et dans la Convention Européenne des Droits de l’Homme, en vertu de cette liberté, chacun a le droit de fonder une association ou d’y adhérer ou non, ainsi que de la quitter. Toutefois, certaines associations sont interdites par la loi (groupements terroristes, nazis, etc.).

On parle d’association lorsqu’un certain nombre de personnes décide de réaliser un objectif en commun, de se réunir régulièrement et de développer des activités déterminées, c’est une forme d’organisation à caractère stable. Une association peut être une association de fait ou une ASBL, c’est-à-dire avec une personnalité juridique.

Ces deux libertés sont fondamentales afin de pouvoir participer pleinement à la vie de la communauté. C’est en effet à travers d’association ou de rassemblement que chacun peut être acteur de son quartier, de sa ville, défendre ses convictions politiques ou philosophiques ou exercer des hobbies.

# Liens utiles

Convention européenne des Droits de l’Homme : <http://www.echr.coe.int/Documents/Convention_FRA.pdf>

Constitution belge : <http://www.senate.be/doc/const_fr.html>

La Belgique fédérale :

* <http://www.belgium.be/fr/la_belgique>
* <https://www.senate.be/doc/infofiches/structuurvanbelgie2docsfr.pdf>
* <https://www.senate.be/www/?MIval=/index_senate&MENUID=14140&LANG=fr>
* <http://www.dg.be/fr/desktopdefault.aspx/tabid-2824/5432_read-34938/>
* <http://www.vocabulairepolitique.be/etat-federal-3/>

La neutralité de l’état :

* <http://www.ediv.be/site/fr/content/la-neutralite-de-l-etat>

Le principe d’égalité :

* <http://unia.be/fr>
* <http://igvm-iefh.belgium.be/fr>
* <http://www.egalite.cfwb.be/index.php?id=8582>
* <http://www.wallonie.be/fr/actualites/violences-sexistes-et-intra-familiales>

Liberté d’expression et de la presse :

* <http://www.citoyendedemain.net/>
* <http://www.actualitesdroitbelge.be/>
* <http://paxchristiwb.be/publications/analyses/liberte-d-expression-en-belgique-une-approche-du-cadre-legal,0000449.html>
* <http://www.calbw.be/dossier-pedagogique-la-liberte-dexpression>
* <http://www.wipo.int/wipolex/fr/details.jsp?id=11637>
* <http://www.infor-jeunes.be/site/billets-infor-jeunes-182-La+libert%26eacute%3B+de+la+presse>

Libre circulation des personnes :

* <http://www.europarl.europa.eu/>
* <http://www.adde.be/ressources/fiches-pratiques>
* <http://eur-lex.europa.eu/>

Liberté de réunion et d’association :

* <http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a.pl>
* <http://www.amnesty.be/je-veux-agir/agir-localement/agir-a-l-ecole/l-espace-enseignants/enseignement-secondaire/Les-droits-humains-en-Europe/article/article-12-liberte-de-reunion-et-d>

1. Site du gouvernement belge : <http://www.belgium.be/fr/la_belgique> [↑](#footnote-ref-1)
2. http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/union-europeenne/ue-citoyennete/citoyennete-europeenne/pourquoi-charte-droits-fondamentaux.html [↑](#footnote-ref-2)
3. Montant en vigueur du 1/04/16 au 31/08/16. [www.aidejuridiquebruxelles.be](http://www.aidejuridiquebruxelles.be) [↑](#footnote-ref-3)
4. Bureau d’Aide Juridique [↑](#footnote-ref-4)
5. Ne sont pas toutes citées [↑](#footnote-ref-5)